

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL**EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES****Prix du numéro : 20 DH**

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Pages
Convention entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque.	36	<i>le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.</i> 53
<i>Dahir n° 1-20-43 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention faite à Marrakech le 25 mars 2019 entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque.</i>		• Convention de coopération en matière de transport maritime.
Royaume du Maroc et Royaume d'Arabie saoudite		<i>Dahir n° 1-24-25 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention de coopération en matière de transport maritime, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.</i> 53
• Convention réglementant les opérations de transport terrestre par route de voyageurs et de marchandises.		Accord-cadre de coopération en matière de pêches maritimes et d'aquaculture entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Angola.
<i>Dahir n° 1-24-24 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention réglementant les opérations de transport terrestre par route de voyageurs et de marchandises, faite à Rabat</i>		<i>Dahir n° 1-24-26 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord-cadre de coopération en matière de pêches maritimes et d'aquaculture, fait à Rabat le 10 juillet 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Angola.....</i> 54

Dahir n° 1-20-43 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention faite à Marrakech le 25 mars 2019 entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention faite à Marrakech le 25 mars 2019 entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque ;

Vu la loi n° 34-19 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-20-15 du 11 rejeb 1441 (6 mars 2020) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Cotonou le 28 novembre 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Marrakech le 25 mars 2019 entre le Royaume du Maroc et la République du Bénin en vue d'éviter la double imposition, de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'établir les règles d'assistance réciproque.

Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**CONVENTION
ENTRE LE ROYAUME DU MAROC
ET LA REPUBLIQUE DU BENIN
EN VUE D'EVITER LA DOUBLE IMPOSITION,
DE PREVENIR L'EVASION FISCALE
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET D'ESTABLIR LES
REGLES D'ASSISTANCE RECIPROQUE**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Bénin, soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allégements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'Etats tiers),

Sont convenus de ce qui suit,

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

**ARTICLE 1
PERSONNES VISEES**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

**ARTICLE 2
IMPOTS VISES**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires et rémunérations de toute nature payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne le Maroc :

- i. Impôt sur le revenu ;
- ii. Impôt sur les sociétés ;

(ci-après dénommés « impôt marocain ») ; et

b) en ce qui concerne le Bénin :

- i. Impôt sur les sociétés ;
- ii. Impôt sur le revenu des personnes physiques ;

(ci-après dénommés « impôt béninois »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

CHAPITRE II : DEFINITIONS

**ARTICLE 3
DEFINITIONS GENERALES**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, le Bénin ou le Maroc, suivant le contexte;

b) le terme «Maroc» désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme « Maroc » comprend :

(i) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale ; et

(ii) la zone maritime au-delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles le Maroc exerce ses droits souverains et sa juridiction conformément à sa législation interne et à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;

- c) le terme «Bénin», désigne la République du Bénin et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme « Bénin » comprend :
- (i) le territoire de la République du Bénin, sa mer territoriale ; et
 - (ii) la zone maritime au-delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles le Bénin exerce ses droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;
- d) le terme « impôt » désigne l'impôt marocain ou l'impôt béninois, suivant le contexte ;
- e) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés, les sociétés de personnes et tous autres groupements de personnes ;
- f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat Contractant ;
- i) l'expression « autorité compétente » désigne :
- (i) dans le cas du Maroc ; le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé ;
 - (ii) dans le cas du Bénin, le Ministre chargé de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé ;
- j) le terme « national » désigne :
- (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

ARTICLE 4 RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un Etat contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu de constitution, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

ARTICLE 5 ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

- a) un siège de direction ;
- b) une succursale ;
- c) un bureau ;
- d) une usine ;
- e) un atelier ;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration et d'extraction de ressources naturelles ;
- g) un point de vente ; et
- h) un entrepôt mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui.

3. L'expression « établissement stable » englobe également un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six (6) mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 - agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant et, ce faisant :

- conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats au nom de l'entreprise ; ou
- conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe des d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, si elle collecte des primes sur le territoire de cet autre Etat, ou assure des risques qui y sont encourus par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leurs relations commerciales et financières qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

CHAPITRE III : IMPOSITIONS DES REVENUS

ARTICLE 6 REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7 BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables :

- a) audit établissement stable ; ou
 - b) aux ventes, dans cet autre Etat, de marchandises de même nature que celles qui sont vendues par l'établissement stable, ou de nature analogue ; ou
 - c) à d'autres activités d'affaires exercées dans cet autre Etat et de même nature que celles qui sont exercées par l'établissement stable, ou de nature analogue.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable, des mêmes sommes portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.
5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8

NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.

ARTICLE 9 ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,
- et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque des procédures judiciaires, administratives ou autres procédures légales ont abouti à la décision définitive qu'à la suite d'actions donnant lieu à un ajustement des bénéfices en vertu du paragraphe 1, l'une des entreprises concernées est soumise à des pénalités, amendes ou toutes autres sanctions en raison de fraude, de faute lourde ou d'omission volontaire.

ARTICLE 10 DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder cinq (5) pour cent du montant brut des dividendes.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les autres revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la

mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

6. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant possède un établissement stable dans l'autre Etat contractant, les bénéfices imposables en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, sont soumis à une retenue à la source dans cet autre Etat, et selon sa législation fiscale, lorsque ces bénéfices sont mis à la disposition du siège, mais ladite retenue ne peut excéder cinq (5) pour cent du montant desdits bénéfices après en avoir déduit l'impôt sur les sociétés y appliqué dans cet autre Etat.

ARTICLE 11 INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant, supportés et payés par son gouvernement ou sa Banque Centrale au gouvernement ou à la Banque Centrale de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement :

- a) à l'établissement stable ou à la base fixe en question, ou
- b) aux activités d'affaires visées à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 7.

Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12 REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser, de logiciels, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial, agricole ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial, agricole, ou scientifique (savoir-faire), ainsi que pour l'assistance technique et les prestations de services autres que celles visées aux articles 14 et 15 de la présente convention.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement :

- a) à l'établissement stable ou à la base fixe en question, ou
- b) aux activités d'affaires visées à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 7.

Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13 GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une

profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains tirés par une entreprise d'un Etat Contractant exploitant des navires ou aéronefs en trafic international et provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions en capital d'une société, dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat.

5. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions autres que celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et représentant une participation d'au moins trente (30) pour cent dans une société qui est résidente de l'autre Etat contractant peuvent être imposés par cet autre Etat.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent article, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 14 PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

- a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Dans ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou
- b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à (183) jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée. Dans ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15 PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 16 TANTIÈMES

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 17 ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les revenus provenant de l'exercice d'activités mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé et financé en totalité ou en partie par les gouvernements des Etats contractants ou par leurs subdivisions politiques ou les collectivités locales et qui ne sont pas exercées dans un but lucratif, sont exonérés d'impôts dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

ARTICLE 18 PENSIONS ET RENTES VIAGERES

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans l'Etat d'où elles proviennent.

2. Les pensions, rentes viagères et autres versements périodiques ou occasionnels effectués par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales pour couvrir les accidents de leurs personnels ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 19 FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

- (i) possède la nationalité de cet Etat ; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'affaires exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

ARTICLE 20 ETUDIANTS ET STAGIAIRES

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.
2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ces études ou de cette formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

ARTICLE 21 PROFESSEURS ET CHERCHEURS

1. Toute personne physique qui se rend dans un Etat contractant à l'invitation de cet Etat, d'une université, d'un établissement d'enseignement ou de toute autre institution culturelle sans but lucratif, ou dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou scientifiques, pour une période n'excédant pas deux ans à seule fin d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherche dans cette institution et qui est ou qui était un résident de l'autre Etat contractant juste avant ce séjour, est exemptée de l'impôt dans le premier Etat contractant sur la rémunération qu'elle reçoit pour cette activité, à condition que cette rémunération provienne de sources situées en dehors de cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

ARTICLE 22 AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien gérant des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

CHAPITRE IV : METHODES POUR ELIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS**ARTICLE 23
ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS**

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre Etat.

2. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1, les exonérations et réductions d'impôts dont bénéficie un résident d'un Etat contractant au titre des revenus imposables dans cet Etat, pour une période déterminée, en vertu de la législation interne de cet Etat relative aux incitations fiscales, sont réputées valoir paiement desdits impôts, et doivent être déduites de l'impôt éventuellement établi sur les mêmes revenus dans l'autre Etat contractant.

3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS SPECIALES**ARTICLE 24
NON-DISCRIMINATION**

1- Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2- Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat

à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme empêchant l'un ou l'autre Etat contractant de :

- a) percevoir la retenue à la source visée au paragraphe 6 de l'article 10 ; et
- b) d'appliquer les dispositions de sa législation interne relatives à la sous-capitalisation et aux prix de transfert.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

ARTICLE 25 PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre Etat Contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

ARTICLE 26 ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2 de la présente Convention. De façon spécifique, les échanges de renseignements ont lieu de façon automatique ou sur demande visant des cas concrets. Les autorités des deux Etats conviennent des modalités et de la liste des informations à communiquer de façon automatique.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites

concernant ces impôts, par les décisions sur le recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

ARTICLE 27 ASSISTANCE AU RECOUVREMENT

1. Les États contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1 et 2. Les autorités compétentes des États peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent Article.

2. Le terme « créance fiscale » tel qu'il est utilisé dans cet article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à cette Convention ou à tout autre instrument auquel ces États contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de conservation afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant qui est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet État, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant est une créance à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet État, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où

ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier État ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un État contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet État aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un État contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet État en vertu de la législation de l'autre État contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un État contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organismes administratifs de l'autre État contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande ait été formulée par un État contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre État ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier État, cette créance fiscale cesse d'être

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier État qui est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet État, empêcher son recouvrement, ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier État à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement les autorités compétentes du premier État notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre État et le premier État, au choix de l'autre État, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant ;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public ;
- c) de prêter assistance si l'autre État contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative ;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet État est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre État contractant.

ARTICLE 28 MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 29 DROIT AUX AVANTAGES

Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu s'il est raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**ARTICLE 30****ENTREE EN VIGUEUR**

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible.
2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions prendront effet :

- a) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention ; et
- b) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ARTICLE 31
DENONCIATION

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimal de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ; et
- b) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT en deux exemplaires à Marrakech, le 25 mars 2019 en langues française et arabe, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue française prévaudra.

Pour
Le Gouvernement du Royaume du Maroc
Nasser BOURITA
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale

Pour
Le Gouvernement de la République
du Bénin
Aurélien A. AGBENONCI
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale

Dahir n° 1-24-24 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention réglementant les opérations de transport terrestre par route de voyageurs et de marchandises, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention réglementant les opérations de transport terrestre par route de voyageurs et de marchandises, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Rabat le 23 décembre 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention réglementant les opérations de transport terrestre par route de voyageurs et de marchandises, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.

Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-24-25 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention de coopération en matière de transport maritime, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de coopération en matière de transport maritime, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Rabat le 23 décembre 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de coopération en matière de transport maritime, faite à Rabat le 2 novembre 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite.

Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-24-26 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord-cadre de coopération en matière de pêches maritimes et d'aquaculture, fait à Rabat le 10 juillet 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Angola.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord-cadre de coopération en matière de pêches maritimes et d'aquaculture, fait à Rabat le 10 juillet 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Angola ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord-cadre précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord-cadre de coopération en matière de pêches maritimes et d'aquaculture, fait à Rabat le 10 juillet 2003 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Angola.

Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord-cadre en langue arabe.

المادة التاسعة: مدة الاتفاق ودخوله حيز التطبيق.

يبرم هذا الاتفاق لمدة ستين، ويجدد ضمنياً بانتهاء هذا الأجل لفترات متتالية تبلغ ستين.

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ مؤقتاً بمجرد التوقيع عليه وبصفة نهائية ابتداءً من تاريخ الإشعار المتعلق باستكمال الإجراءات المطلبة لدخوله حيز التنفيذ طبقاً للمساطر الجاري بها العمل في البلدين.

يمكن لكل طرف متعاقد إلغاء هذا الاتفاق في أي وقت، يصبح هذا الإلغاء سارياً ستة أشهر بعد إشعار مكتوب للطرف الآخر.

إلا أن البرامج و العقود و الأنشطة القائمة بموجب مقتضيات هذا الاتفاق و التي هي في طور الإنجاز عند تاريخ استحقاق الإلغاء، يستمر تطبيقها في نفس الظروف المعينة لهذه البرامج و العقود و الأنشطة و ذلك حتى نهاية الإنجاز.

حرر في الرباط بتاريخ 10 يوليو 2003 في نظيرين باللغات العربية و البرتغالية و الفرنسية، و للنصوص الثلاثة نفس الحجية. في حالة خلاف في التأويل، يرجع النص الفرنسي.

عن حكومة جمهورية أنغولا

عن حكومة المملكة المغربية

سالماو جوزي لوهيتو كسيريبيمي
وزير الصيد

الطيب غافس
وزير الصيد البحري

علاوة على ذلك، يتبادل الطرفان المتعاقدان تجاربهما في مجال التسويق و خصوصاً توزيع المنتجات باسواطهما الداخلية.

المادة الخامسة: الشراكة بين الفاعلين الاقتصاديين

يشجع الطرفان المتعاقدان الشراكة بين الفاعلين الاقتصاديين في كلا البلدين و ذلك في مجالات الصيد و الأنشطة المرتبطة بها عبر خلق شركات مختلطة او مشتركة تماشياً مع الأنظمة الجاري بها العمل في البلدين.

المادة السادسة: تنفيذ برامج التعاون.

لتطبيق هذا الاتفاق، توضع برامج وأنشطة مشتركة بين الطرفين المتعاقدين يتم تحديدها داخل اللجنة المشتركة القطاعية المنصوص عليها في الفصل الثامن أسفله، والتي يمكنها خلق لجنة أو عدة لجني تقنية متخصصة لهذا الغرض.

المادة السابعة: التعاون في إطار المنظمات الدولية والجهوية.

يشجع الطرفان المتعاقدان المشاورات فيما بينهما من أجل تنسيق مواقفهما داخل المنظمات الدولية والجهوية المختصة في ميدان الصيد البحري و تربية الأحياء المائية.

المادة الثامنة: اللجنة المشتركة القطاعية.

تحدث لجنة مشتركة قطاعية تكلف بالسهر على حسن تطبيق هذا الاتفاق والإشراف على تنفيذه وتأويله و تسييره كما تكلف بحل الخلافات التي يمكن أن تظهر عند تأويله.

تقوم هذه اللجنة بتحديد برامج و أنشطة التعاون المنصوص عليها في هذا الاتفاق. كما تسهر هذه اللجنة على تنفيذ برامج التعاون السنوية التي سيتم إعدادها.

تحدث هذه اللجنة اللجن المختصة المنصوص عليها في المادة السادسة أعلاه و تحدد اختصاصاتها. تجتمع هذه اللجنة كلما اقتضت الضرورة ذلك، على الأقل مرة في السنة بالتناوب في المملكة المغربية و جمهورية انغولا.

المادة الثانية: التعاون في مجال التكوين

يولي الطرفان المتعاقدان أهمية خاصة للتكنولوجيا البحرية لفائدة أطر هما و ذلك عن طريق وضع برامج مشتركة للتكنولوجيا و استكمال الخبرة في مجال الصيد و مراقبة انشطة الصيد و تربية الأحياء المائية.

لها الغرض، منح تسهيلات لفائدة الموظفين التابعين لإدارتيهما المختصتين و ذلك بـ:

أ. تنظيم تدريبات للتكنولوجيا،

ب. توفير منح للدراسة،

ج. تنظيم زيارات بيداغوجية لفائدة مديرى و مكونى و مؤطري مؤسساتهما التكنولوجية قصد تبادل الخبرات و التعرف على نظام التكنولوجيا البحرية المعتمل به في كلا البلدين،

د. المشاركة في المناظرات و الدروس الخاصة و أوراش التكنولوجيا المنظمة من كلا الطرفان والتي تكتسي أهمية مشتركة،

هـ. تبادل المكونين و الخبراء في مجال التكنولوجيا،

وـ. تبادل دوري لكافة المعلومات الضرورية في الميادين المرتبطة بالتكنولوجيا البحرية و خاصة المعلومات ذات الطابع البيداغوجي و التقني،

المادة الثالثة: التعاون العلمي و التقني في ميدان الصيد البحري و تربية الأحياء المائية.

يعمل الطرفان المتعاقدان على التعاون لتشجيع و إنجاز برامج مشتركة للبحث العلمي من طرف معاهد البحث بكل البلدين و المادفة على الخصوص إلى معرفة أحسن مواردها السمكية و تحسين استغلالها و تدبيرها المستديم و المسؤول لصالح تنمويتها الاقتصادية و الاجتماعية.

ويشجعان تبادل المعلومات و الخبرات في مجال تربية الأحياء المائية و تقنيات و معدات و باخر الصيد و كلها مجال تثمين و تحويل منتجات الصيد.

المادة الرابعة: التعاون في مجال تحويل وتسويق منتجات الصيد.

يشجع الطرفان المتعاقدان تبادل التجارب في مجال تحويل و تسويق منتجات الصيد و مشتقاتها.

لها الغرض، يفيد كل طرف الآخر و كل الفاعلين الاقتصاديين بعهاراته المكتسبة في ميادين تربية الأحياء المائية و تحويل منتجات الصيد من أجل تحسين جودتها و تثمينها.

اتفاق إطار
للتعاون في ميدان الصيد البحري
و تربية الأحياء المائية
بين
حكومة المملكة المغربية
و
حكومة جمهورية أنغولا

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية أنغولا المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفان المتعاقدان"

رغبة منهما في تقوية علاقات الصداقة التي تربط بين البلدين؛
ووعيا منهما بالدور الخاص الذي يلعبه قطاع الصيد البحري و صناعاته في التنمية الاقتصادية و الاجتماعية؛

واقتناعا منهما بالأهمية التي يوليانا للمحافظة على الثروات السمكية وحماية البيئة البحرية،
وعزمهما على ضمان المحافظة و التدبير العقلاني للموارد السمكية لصالحهما المشتركة؛ و
اعتبارا أن من مصلحتهما تخفيف التعاون في مجالات التكوين و البحث العلمي و التقني في ميدان
الصيد البحري و تربية الأحياء المائية و مراقبة انشطة الصيد و الصناعات التحويلية لمنتجات الصيد؛

اتفاق على ما يلى:

المادة الأولى: الهدف.

يهدف هذا الاتفاق إلى تحديد مبادئ و وسائل إرساء التعاون في مجالات التكوين و البحث العلمي
و التقني في الصيد البحري و تربية الأحياء المائية و مراقبة انشطة الصيد، و الصناعات التحويلية
لمنتجات الصيد بين المملكة المغربية و جمهورية أنغولا.

ظهير شريف رقم 1.24.26 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الإطار للتعاون في ميدان الصيد البحري وتربية الأحياء المائية، الموقع بالرباط في 10 يوليو 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أنغولا.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق الإطار للتعاون في ميدان الصيد البحري وتربية الأحياء المائية، الموقع بالرباط في 10 يوليو 2003 بين

حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أنغولا؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق الإطار المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الإطار للتعاون في ميدان الصيد البحري وتربية الأحياء المائية، الموقع بالرباط في 10 يوليو 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أنغولا.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش

*

* * *

وزيادة حجمه وتنسيق مواقف البلدين في المؤتمرات المل migliحة الدولية ، وكذلك النظر في المقترنات الخاصة بتعديل أي من مواد هذه الاتفاقية كلما دعت الحاجة إلى ذلك .

المادة الخامسة عشرة

أ - تصبح هذه الاتفاقية نافذة بعد تصديق الطرفين المتعاقدين عليها طبقاً للنظم المرعية في كلا البلدين ، ويبدأ العمل بها بعد انتهاء (ثلاثين يوماً) من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها وينطبق ذلك على سريان أي تعديل يجري عليها .

ب - يعمل بهذه الاتفاقية مدة سنة واحدة تتجدد تلقائياً لمدة أو مدد مماثلة ما لم يبلغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاء العمل بها قبل ثلاثة أشهر على الأقل من تاريخ انتهاء سريانها .

ج - للوزير المكلف بالملحة التجارية في المملكة المغربية ووزير المواصلات في المملكة العربية السعودية بالاتفاق بينهما حق إصدار اللوائح التنفيذية لتطبيق هذه الاتفاقية .

تم التوقيع على هذه الاتفاقية من نسختين أصليتين باللغة العربية بمدينة الرباط في يوم الجمعة ١٥٦١ شعبان ١٤٢٢ هـ الموافق ل ٢٠٠١ نوفمبر ٢٠٠١ م.

عن حكومة المملكة المغربية

وزير النقل والملحة التجارية

عبد السلام زنييند

عن حكومة المملكة العربية السعودية

وزير المواصلات

الدكتور ناصر بن محمد السلوم

- ٣ - في حالة وقوع حادث من الحوادث المشار إليها في الفقرة (١) من هذه المادة يمتنع الطرف المتعاقد الذي وقع الحادث في مياهه الإقليمية من تحصيل رسوم الاستيراد والضرائب أو أية رسوم أخرى على البضائع والمعدات والمواد والإمدادات وغيرها من الملحقات إلا إذا كانت هذه المواد ستستخدم أو تستهلك في إقليم الطرف الذي وقع الحادث في مياهه الإقليمية .
- ٤ - لا يمنع ما ورد في الفقرة (٣) من هذه المادة من تطبيق الأنظمة والقوانين المتبعة لدى الطرف المتعاقد الذي وقع الحادث في مياهه الإقليمية فيما يتعلق بالتخزين المؤقت للبضائع في المستودعات .

المادة الثالثة عشرة

تعمل سلطنا النقل البحري المختصة في كلا الطرفين المتعاقدين على ما يأتي :

- ١ - زيادة تبادل الخبرات والمعلومات بينهما وتنمية وتشجيع الاتصالات بين هيئات ومؤسسات النقل البحري التابعة لكل منها بما يسهم في رفع كفاءة خدمات النقل البحري وتطويره فيما بينهما .
- ٢ - تسهيل نقل التقنية بما يسهم في رفع كفاءة هذا القطاع وتطويره في كلا البلدين .
- ٣ - تشجيع الدراسات والتدريب البحري بما في ذلك تقديم منح دراسية للكوادر البحرية في كلا البلدين .
- ٤ - تقديم التسهيلات لبناء السفن وصيانتها في كلا البلدين .
- ٥ - تشجيع تأسيس الشركات والمؤسسات البحرية المشتركة فيما بينهما .

المادة الرابعة عشرة

يتبع الطرفان المتعاقدان في إطار اللجنة المغربية السعودية المشتركة للتعاون الثنائي النظر في تنمية العلاقات بينهما في مجال النقل البحري وتذليل الصعاب التي قد تعرّض تنفيذ بنود هذه الاتفاقية وتقديم المقترنات الهدافـة إلى تطوير برامج النقل المشترك بينهما

المادة العاشرة

يعترف أي طرف من الطرفين المتعاقدين بوثائق السفينة التي يصدرها الطرف المتعاقد الآخر وفقاً للاتفاقيات الدولية ذات العلاقة التي تحمل على ظهر السفينة التابعة لذلك الطرف

المادة الحادية عشرة

- ١ - تقوم السلطات المختصة في موانئ أي من الطرفين المتعاقدين بتقديم التسهيلات اللازمة لطاقم السفن العائنة للطرف المتعاقد الآخر عند وجودهم في موانئه ، وتعترف بوثائق سفرهم بحسب قوانينها الوطنية ، مع خضوعهم لأنظمة والقوانين المطبقة في هذه الموانئ .
- ٢ - تمنح السلطات المختصة لدى أي طرف من الطرفين المتعاقدين لعضو طاقم السفينة التابعة للطرف المتعاقد الآخر الذي أدخل إلى المستشفى في أراضيها الحق في أن يمكث ما دام أو إذا كان ذلك ضرورياً لغرض العلاج في التنويم الداخلي .

المادة الثانية عشرة

- ١ - إذا حدث لسفينة طرف متعاقد حادثة غرق أو تحطم أو عانت من أضرار فيها أو في حمولتها أو جنحت أو عانت من ضائقه بسبب آخر في المياه الإقليمية للطرف المتعاقد الآخر على سلطات هذا الطرف أن تقدم لأعضاء طاقم السفينة والمسافرين وكذلك السفينة وحمولتها نفس المساعدة والحماية التي تقدم لسفنه .
- ٢ - يتولى التحقيق في الحوادث الواردة في الفقرة (١) من هذه المادة ، وغيرها من الحوادث السلطات المختصة في الطرف المتعاقد الذي وقع الحادث في مياهه الإقليمية ويقوم بإبلاغ نتائج التحقيق باسرع ما يمكن إلى سلطات الطرف المتعاقد الآخر .

المادة السابعة

يمنح كل من الطرفين المتعاقدين شركات النقل البحري المنتمية إلى الطرف المتعاقد الآخر الحق في استخدام أية إيرادات من خدمات النقل البحري تتحقق فيإقليم الطرف المتعاقد الأول لدفع أية مستحقات ذات علاقة بالنقل البحري أو تحويل هذه الإيرادات إلى الخارج بعملة قابلة للتحويل وبسعر الصرف الرسمي وضمن الفترة الزمنية المعتادة .

المادة الثامنة

- ١ - تخضع سفن أي من الطرفين المتعاقدين أثناء وجودها في موانئ الطرف المتعاقد الآخر أو مياهه الإقليمية أو المياه الخاضعة لولايته لكافة الأنظمة والقوانين المعمول بها بالنسبة لهذا الطرف .
- ٢ - يلتزم المسافرون وشركات النقل البحري وشركات الشحن العائدة إلى أحد الطرفين المتعاقدين بمراعاة الأنظمة والقوانين والإجراءات السارية في أراضي الطرف المتعاقد الآخر فيما يتعلق بدخول المسافرين وطاقم السفينة ومكوناتهم ومقادرتهم واستيراد البضائع وتصديرها وتخزينها .

المادة التاسعة

يقوم الطرفان المتعاقدان - في نطاق ما تسمح به الأنظمة والقوانين ونظم الموانئ المعمول بها في كل طرف - باتخاذ الإجراءات الضرورية من أجل تخفيف المدة المطلوبة للانتظار وإنهاء معاملات سفن الطرف المتعاقد الآخر في الموانئ التابعة له .

المادة الخامسة

يمنح كل طرف من الطرفين المتعاقددين في موانئه والمياه الخاضعة لولايته سفن الطرف المتعاقد الآخر نفس المعاملة لسفنه العاملة في حركة المرور البحرية الدولية وبخاصة فيما يتعلق بالوصول إلى الموانئ وخلال مكوثها ومجادرتها ، وفي استخدام تسهيلات الموانيء لنقل البضائع والأشخاص .

المادة السادسة

- ١ - لا تخل هذه الاتفاقية بالأنظمة السارية لدى الطرفين المتعاقددين فيما يتعلق بالآتي :
 - أ - خدمات الإنقاذ وتعويضاته وما يتعلق بالبضائع المنقذة ، ورسم القطر والسحب والإرشاد الملاحي والخدمات الأخرى المخصصة لشركات النقل البحري للطرف المتعاقد أو لشركات أخرى أو لمواطنيه .
 - ب - النشاطات ضمن إطار البحث البحرية .
 - ج - ميزة المسح الجغرافي المائي في المياه الإقليمية للطرف المتعاقد .
 - د - الملاحة الساحلية الخاصة بسفن الطرفين المتعاقددين .
- ٢ - لا يعد ملاحة ساحلية إبحار سفينة أي من الطرفين المتعاقددين بين موانئ الطرف المتعاقد الآخر لتحميل أو تفريغ حمولة أو مسافرين من خارج ذلك الطرف أو إليه ما لم تنقل تلك الحمولة أو المسافرون بين ميناءين تابعين لذلك الطرف ، سواء أكانت تلك الحمولات أو المسافرون من الطرف المتعاقد الآخر أو إليه أو من دولة ثالثة أو إليها .

المادة الثانية

لا تسرى أحكام هذه الاتفاقية على :

- ١ - السفن الحربية .
- ٢ - السفن التي لا تستخدم للأغراض التجارية .
- ٣ - سفن الصيد .

المادة الثالثة

- ١ - يسعى الطرفان المتعاقدان إلى تسهيل حركة مرور سفنهما التجارية وتعزيزها وتنميتها بين بلديهما لغرض نقل البضائع والأشخاص .
- ٢ - لسفن أي طرف متعاقد الحق في الإبحار بين موانئه الطرف المتعاقد الآخر المفتوحة للتجارة الدولية لنقل البضائع والأشخاص بين هذه الموانئ وموانئ دولة ثلاثة ، وذلك فيما يتعلق بنقل البضائع والأشخاص التي لا تدخل في نطاق الخطوط المنتظمة.

المادة الرابعة

يراعى عند تطبيق هذه الاتفاقية ما يأتي :

- ١ - الأنظمة السارية في بلدي الطرفين المتعاقدين وأحكام المعاهدات والاتفاقيات الدولية التي يكون كلا الطرفين منضما إليها .
- ٢ - المعايير المطبقة في موانئ البلدين فيما يتعلق بسلامة الملاحة وحماية البيئة البحرية ونقل المواد الخطرة وظروف معيشة أعضاء طاقم السفينة وظروف عملهم.

اتفاقية التعاون

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة المملكة العربية السعودية

في مجال النقل البحري

رغبة من حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية في تعزيز النقل البحري بينهما وتطويره والسعى لتنمية حركة مرور السفن التجارية بين البلدين وتسهيلها لغرض نقل البضائع والأشخاص وتشجيع التبادل التجاري بينهما بما يحقق مصلحة البلدين ويسهم في تعزيز أواصر الصداقة بينهما ، فقد تم الاتفاق على الآتي :-

المادة الأولى

يقصد بالعبارات والمصطلحات الآتية – أيّنما وردت في هذه الاتفاقية – المعاني الموضحة أمامها :

لأغراض هذه الاتفاقية يعني اصطلاح :

١- الطرف المتعاقد ، أو : الطرف المتعاقد الآخر :

حكومة المملكة المغربية أو حكومة المملكة العربية السعودية ، بحسب ما يدل عليه السياق .

٢- سلطة النقل البحري المختصة :

أ- في المملكة المغربية : الوزارة المكلفة بالملاحة التجارية

ب- في المملكة العربية السعودية : وزارة الموانئ

٣- سفن طرف متعاقد :

أي سفينة تجارية مسجلة في إحدى الدولتين المتعاقدين وتترفع علمها وفقاً للأنظمة والقوانين المرعية فيها .

٤- شركة نقل بحري لطرف متعاقد :

كل شركة للنقل البحري تنشأ طبقاً لنظام أحد الطرفين المتعاقدين وتتخذ من إقليمها مقراً لها .

٥- عضو طاقم السفينة :

أي شخص يعمل على ظهر سفينة أحد الطرفين المتعاقدين ويكون – اسمه مدرجاً في قائمة أسماء الطاقم .

ظهير شريف رقم 1.24.25 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية التعاون في مجال النقل البحري،

الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا:

بناء على اتفاقية التعاون في مجال النقل البحري، الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة

المملكة العربية السعودية؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بالرباط في 23 ديسمبر 2022،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي:

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية التعاون في مجال النقل البحري، الموقعة بالرباط في

2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

ووقعه بالعطف:

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

*

* * *

الاتفاقية ، وتقديم المقترنات الهدافة إلى تطوير برامج النقل المشترك بينهما وزيادة حجمه ، وكذلك النظر في المقترنات الخاصة بتعديل أي من مواد هذه الاتفاقية كلما دعت الحاجة إلى ذلك.

المادة العشرون

أ - تصبح هذه الاتفاقية نافذة بعد التصديق عليها من جانب الطرفين المتعاقدين طبقا للنظم المرعية في كلا البلدين ، ويبدأ العمل بها بعد انقضاء (ثلاثين يوما) من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها ، وينطبق ذلك على سريان أي تعديل يجرى عليها .

ب - يعمل بهذه الاتفاقية لمدة سنة واحدة تتجدد تلقائياً لمدة أو مدد مماثلة ، ما لم يبلغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر كتابة برغبته في إنهاء العمل بها قبل ثلاثة أشهر على الأقل من تاريخ انتهاء سريانها .

ج - لوزير النقل والملاحة التجارية في المملكة المغربية وزير المواصلات في المملكة العربية السعودية بالاتفاق بينهما حق إصدار اللوائح التنفيذية لتطبيق هذه الاتفاقية .

جرى التوقيع على هذه الاتفاقية من نسختين أصليتين باللغة العربية بمدينة الرباط في يوم الجمعة بتاريخ ١٦ شعبان ١٤٢٢ هـ الموافق ٢٠٠١١٠ م .

عن حكومة المملكة المغربية

وزير النقل والملاحة التجارية

الأستاذ عبد السلام زينيد

عن حكومة المملكة العربية السعودية

وزير المواصلات

الدكتور ناصر بن محمد السلوم

المادة الخامسة عشرة

يعفى الوقود في الخزان القياسي لوسائل النقل من الرسوم الجمركية والرسوم الأخرى .

المادة السادسة عشرة

لا يجوز نقل الأسلحة أو المفرقعات أو المعدات الحربية أو المتفجرات أو المواد المستخدمة في تصنيعها أو المواد الخطرة من بلد أحد الطرفين المتعاقدين إلى بلد الطرف المتعاقد الآخر أو المرور عبر أراضيه إلا بترخيص (تصريح) خاص من سلطته المختصة .

المادة السابعة عشرة

تجري التسويات المالية بين الطرفين المتعاقدين فيما يتعلق بعمليات النقل والعبور بموجب عملات قابلة للتحويل من قبل البنك المرخص لها في أي من البلدين وبموجب القوانين والأنظمة والتعليمات السارية في البلدين المتعاقدين ، طبقاً لسعر الصرف في تاريخ التسوية.

المادة الثامنة عشرة

يتخذ الطرفان المتعاقدان كافة الإجراءات الازمة – ما أمكن ذلك – لتبسيط الإجراءات الجمركية والأعمال الرسمية الأخرى وتسهيلها والإسراع فيها فيما يتعلق بنقل الركاب أو البضائع أو المواد .

المادة التاسعة عشرة

يتابع الطرفان المتعاقدان في إطار اللجنة المغربية السعودية المشتركة للتعاون الثنائي النظر في تنمية العلاقات بينهما ، في مجال النقل البري ، وتذليل الصعاب التي قد تعرّض تنفيذ بنود هذه

المادة الحادية عشرة

لا يجوز لوسائل النقل المسجلة في بلد أحد الطرفين المتعاقدين مزاولة نشاط النقل الداخلي في بلد الطرف المتعاقد الآخر.

المادة الثانية عشرة

مع مراعاة ما ورد في أحكام هذه الاتفاقية، تخضع وسائل النقل العائدة لأي من الطرفين المتعاقدين عند وجودها في أراضي الطرف المتعاقد الآخر وكذلك سائقوها ومساعدوهم وما تحمله من ركاب أو بضائع أو مواد لكافة الأنظمة والقوانين المرعية في ذلك البلد.

المادة الثالثة عشرة

لا يجوز أن يسمح أي من الطرفين المتعاقدين لوسائل نقل مسجلة في بلد ثالث بنقل الركاب أو البضائع أو المواد من بلده إلى بلد الطرف المتعاقد الآخر إلا بموافقة مسبقة من سلطاته المختصة.

المادة الرابعة عشرة

لا يجوز لوسائل النقل العائدة لأي من الطرفين المتعاقدين البقاء في بلد الطرف المتعاقد الآخر بعد انتهاء المدة المسموح بها إلا في الحالات الطارئة والخارجية عن الإرادة وبترخيص (تصريح) خاص من السلطات المختصة.

- ٢- رخصة قيادة دولية أو رخصة محلية بالنسبة لرعايا الدولتين والمقيمين بهما مطابقة لنوعية المركبة التي يقودها .
- ٣- رخصة سير (استماره) للمركبة التي يقودها .
- ٤- وثيقة تأمين لصالح الغير ، على أن تشمل السائق والركاب وتكون صادرة من إحدى شركات التأمين المعتمدة في بلد الطرف المتعاقد الآخر أو بطاقة التأمين الموحدة .
- ٥- مستندات الشحن للشاحنات ، التي سيتفق عليها بين السلطات المختصة في البلدين .
- ٦- وثيقة الترخيص (تصريح)

المادة التاسعة

لا يسمح لوسائل النقل العامة الفارغة المسجلة في بلد أحد الطرفين المتعاقدين بدخول أراضي الطرف المتعاقد الآخر لنقل الركاب أو البضائع أو المواد إلى أراضي البلد المسجلة فيه إلا بمقتضى ترخيص (تصريح) خاص بذلك من السلطة المختصة في البلد الذي سيكون منه النقل .

المادة العاشرة

- أ- يسمح لوسائل النقل التابعة لأحد البلدين بتحميل الركاب أو البضائع أو المواد في رحلة العودة إلى البلد المسجلة فيه فقط .
- ب- لا يسمح لوسائل النقل التابعة لأحد البلدين بتحميل الركاب أو البضائع أو المواد من بلد الطرف المتعاقد الآخر إلى بلد ثالث إلا بترخيص (تصريح) مسبق من السلطة المختصة في البلد الذي سيكون منه النقل .

إلى المراكز الحدودية في أراضي الطرف المتعاقد الآخر ، على أن يلتزم بالأحتمال المحورية والأبعاد والأوزان المسموح بها للسير على شبكة الطرق في ذلك البلد .

المادة السادسة

يخضع نقل البضائع والمواد العابرة لأراضي أي من الطرفين المتعاقدين لقواعد والأحكام الواردة في اتفاقية النقل بالعبور بين دول الجامعة العربية ، فيما عدا البضائع المنوع إدخالها بموجب الأنظمة المرعية في ذلك البلد ، وتبادل السلطات المختصة في بلدي الطرفين المتعاقدين قوائم بهذه البضائع ، كما يجب حصول السائق ومساعده على تأشيرة دخول للبلد الثالث .

المادة السابعة

مع مراعاة الأنظمة والقوانين والتعليمات الداخلية تصدر السلطات المختصة لدى كل طرف متعاقد تأشيرات دخول سارية لمدة ستة أشهر ولعدة سفرات للسائقين ومساعديهم التابعين للطرف المتعاقد الآخر الذين يقومون بالنقل الخارجي والعابر للركاب أو البضائع أو المواد بوسائل النقل العامة .

المادة الثامنة

على سائق وسائل النقل التابعة لبلد أحد الطرفين المتعاقدين عند قيامهم بقيادة تلك الوسائل في بلد الطرف المتعاقد الآخر التأكد من أن يكون بحوزتهم الوثائق التالية وتكون سارية وعليهم إبرازها عند الطلب من قبل السلطات المختصة في ذلك البلد :

جواز سفر يحتوي على كافة تأشيرات دخول سارية المفعول .

المادة الثانية

يسمح الطرفان المتعاقدان لوسائل النقل الخاصة دخول أراضي الطرف المتعاقد الآخر والتنقل بها أو المرور عبرها ضمن المدة المصرح بها .

المادة الثالثة

يسمح الطرفان المتعاقدان بتشغيل خدمات منتظمة لنقل الركاب بالحافلات على أن يحمل الركاب في رحلتي الذهاب والعودة عن طريق مكاتب ترحيل مرخص (مصرح) لها من قبل السلطات المختصة وعلى تلك المكاتب الالتزام بالآتي :

- ا - التأكد من أن جميع الركاب والمسافرين ومساعديهم لديهم جوازات سفر تحتوي على تأشيرات دخول سارية المفعول لبلوغ ودخول بلد الطرف المتعاقد الآخر.
- ب - إعداد قائمة بأسماء الركاب وجنسياتهم وتسلیم سائق وسيلة النقل نسخة معتمدة منها لإبرازها عند طلب السلطات المختصة في البلدين .
- ج - وضع ملصقات على جميع حقائب الركاب يستدل بها على أصحابها .

المادة الرابعة

على الناقل في كل بلد اعتماد ممثل مفوض له في بلد الطرف الآخر ، يدير له نشاط النقل في ذلك البلد ، ويتحمل عنه كافة ما يترب عليه وعلى وسائل النقل التابعة له من التزامات .

المادة الخامسة

يسمح الطرفان المتعاقدان بدخول الشاحنات المحملة/ المسجلة في بلد أحدهما إلى مقاصدتها أو

المركبات المعدة لنقل الركاب أو البضائع أو المواد بأجر وتشمل :

١- الحافلات :

المركبات المعدة لنقل ما يزيد على ثمانية ركاب.

٢- الشاحنات :

المركبات المفردة أو المتصلة بقطورة المخصصة لنقل البضائع والمواد.

٤- خزان الوقود القياسي :

الخزان المجهز في وسيلة النقل من قبل الشركة الصانعة .

٥- النقل الداخلي :

نقل الركاب أو البضائع أو المواد بين نقطتين داخل أراضي أحد الطرفين المتعاقددين .

٦- النقل الخارجي :

نقل الركاب أو البضائع أو المواد بين بلدي الطرفين المتعاقددين .

٧- النقل العابر :

نقل الركاب أو البضائع أو المواد بوسائل نقل تابعة لبلد أي من الطرفين المتعاقددين عبر أراضي الطرف المتعاقد الآخر .

٨- الخدمة المنتظمة :

النقل الخارجي للركاب على مسارات محددة.

٩- الترخيص (التصريح) :

الوثيقة التي تمنح للناقل من السلطة المختصة في بلده ويسمح له بموجبها القيام

بعمليات النقل الخارجي.

اتفاقية

لتنظيم عمليات النقل البري على الطرق للركاب والبضائع بين حكومة المملكة المغربية و حكومة المملكة العربية السعودية

انطلاقا من الروابط الأخوية القائمة بين وحكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية المشار إليها فيما بعد بالطرفين المتعاقدين ، ورغبة منها في تعزيز وتنمية وتسهيل وتنظيم النقل البري للركاب والبضائع والمواد بين أراضيهما وعبرهما بالترانزيت بما يتلاءم وعلاقات الأخوة وتحقيق المصالح المشتركة والمنافع المتبادلة بين البلدين الشقيقين فقد اتفق الطرفان المتعاقدان على ما يأتي:-

المادة الأولى

يقصد بالعبارات والمصطلحات الآتية أينما وردت في هذه الاتفاقية المعاني الموضحة أمامها :-

١ - السلطات المختصة :

الجهات المخولة في بلدي الطرفين المتعاقدين بتطبيق الأنظمة.

٢ - الناقل :

أي شخص طبيعي أو معنوي يحمل جنسية بلد أي من الطرفين المتعاقدين ومرخص (تصريح) له في بلده بمزاولة نشاط نقل الركاب أو البضائع أو المواد بأجر.

٣ - وسيلة النقل :

كل ما يسير على الطرق بعجلات بواسطة قوة آلية (مركبة) ومسجل في بلد أي من الطرفين المتعاقدين ومرخص (تصريح) باستخدامه في نقل الركاب أو البضائع أو المواد ويشمل ما يأتي :

أ - وسائل النقل الخاصة :

المركبات المعدة للاستعمال الشخصي وبقيادة مالكها أو من يفوضه رسميا بقيادتها .

ب- وسائل النقل العامة :

ظهير شريف رقم 1.24.24 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية لتنظيم عمليات النقل البري على الطرق

للركاب والبضائع، الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية لتنظيم عمليات النقل البري على الطرق للركاب والبضائع، الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة

المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية :

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بالرباط في 23 ديسمبر 2022،

أصدرنا أمرنا الشريفي بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، الاتفاقية لتنظيم عمليات النقل البري على الطرق للركاب والبضائع،

الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة الحادية والثلاثون

إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية المولالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في مراكش بتاريخ 25 مارس 2019 باللغتين العربية والفرنسية، وللنصين نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الفرنسية.

عن
حكومة جمهورية البنين
عن
حكومة المملكة المغربية

اوريليان ا. أغبنونسي
وزير الشؤون الخارجية
والتعاون

ناصر بوريطة
وزير الشؤون الخارجية
والتعاون الدولي

د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العبء الإداري لتلك الدولة غير مناسب بشكل واضح مع الفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الثامنة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون

الحق في الاستفادة من الامتيازات

على الرغم من المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية، لا يمنح امتياز بموجب هذه الاتفاقية برسم عنصر من عناصر الدخل إذا كان من المعقول الاستنتاج، باعتبار جميع الحقائق و الظروف ذات الصلة، أن الحصول على هذا الامتياز كان أحد الأغراض الرئيسية لأى ترتيب أو معاملة نتج عنها، بشكل مباشر أو غير مباشر، الحصول على هذا الامتياز ، ما لم يثبت أن منح ذلك الامتياز في هذه الظروف سيكون متوفقاً مع موضوع وأغراض المقتضيات ذات الصلة من هذه الاتفاقية.

الفصل السادس

مقتضيات نهاية

المادة الثلاثون

الدخول في حيز التنفيذ

1- تقع المصادقة على هذه الاتفاقية و يتم تبادل وثائق التصديق في أقرب الآجال.

2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تبادل وثائق التصديق عليها و تطبق مقتضياتها:

أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر ، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من

السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛ و

ب) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية

الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ

من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقاً لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي ديناً ضريبياً لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المذكورة أولاً أو يدين به شخص له الحق في منع تحصيله.

5- بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و 4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنح له أية أولوية، في تلك الدولة، والتي تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقاً لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك ، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنح أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6- لا تُعرض المتاببات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية لدولة المتعاقدة الأخرى.

7- حيثما يتم، في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 قبل أن تحصل وتحوّل الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:

- (أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، ديناً ضريبياً لدولة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص، لا يمكنه، في ذلك الوقت و بموجب قوانين تلك الدولة منع تحصيله، أو
- (ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، ديناً ضريبياً لدولة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.

على السلطة المختصة لدولة المذكورة أولاً أن تسارع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة الأخرى.

8- لا تُفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

- (أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقوانينها وممارساتها الإدارية أو لدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛
- (ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للتحصيل أو الحفظ، حسب الحالـةـ المتاحةـ بموجبـ قوانينـهاـ أوـ ممارسـاتهاـ الإـدارـيةـ؛

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. ويُخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة السابعة والعشرون

المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تقتصر هذه المساعدة على المادتين 1 و 2. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين على طريقة تطبيق هذه المادة.

2- مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغاً مستحقاً يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدول المتعاقدة، أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أية اتفاقية أخرى تكون الدول المتعاقدة أطرافاً فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية لتحصيل أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.

3- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابل للإنفاذ وفقاً لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص لا يسكنه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقاً لمقتضيات قوانينها المطبقة لإنفاذ وتحصيل الضرائب الخاصة بها كما لو كان الدين الضريبي ديناً ضريبياً لتلك الدولة الأخرى.

4- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة ديناً قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقاً لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدين، أو فروعهما السياسية أو سلطاتها المحلية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. ولن تؤثر المادتان 1 و 2 من هذه الاتفاقية على تبادل المعلومات. على الخصوص، يتم تبادل المعلومات بشكل أوتوماتيكي أو تحت الطلب بشأن حالات ملموسة. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين على طريقة التطبيق وعلى لائحة المعلومات التي يتعين تقديمها بشكل أوتوماتيكي.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملا بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملا بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. و لا يجوز نقل الأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للسياسة العامة (النظام العام).

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأساتها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولاً لآلية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبءاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6- لا يمكن في أي حال تأويل مقتضيات هذه المادة على أنها تمنع أي من الدولتين المتعاقدين من:
أ) تحصيل الضريبة المحجورة من المصدر المشار إليها في الفقرة 6 من المادة 10؛
ب) و تطبيق مقتضيات تشريعها الداخلي المتعلقة بنقص الرسملة و أثمان التحويل.

7- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيما كانه، و بصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة لأي من الدولتين المتعاقدين . و يجب أن ت تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المولدة لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا ثبت للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تسعى جاهدة لأن تسوى الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

3- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

الفصل الخامس

مقتضيات خاصة

المادة الرابعة والعشرون

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.

2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضليّة من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنع المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصوصاً شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لقيسيها اعتباراً لوضعيتهم المدنية أو لأبعانهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقايضة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية والعشرون

مداخيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل المستكاثن العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيناً بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو منهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطة بها فعلياً. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

الفصل الرابع

طرق تحجيم الأزدواج الضريبي

المادة الثالثة والعشرون

تفادي الأزدواج الضريبي

1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤدبة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1، فإن الإعفاءات و التخفيضات الضريبية التي يستفيد منها مقيم بدولة متعاقدة برسم المداخيل الخاصة للضريبة في تلك الدولة لفترة محددة طبقاً للتشريع الداخلي لتلك الدولة المتعلقة بالتشريعات الضريبية تعتبر بمثابة أداء لتلك الضرائب و يجب خصمها من الضريبة المحتمل فرضها على تلك المداخيل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

- 2- أ) إن المعاشات المؤددة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص ذاتي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
- ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الذي يقيمها بتلك الدولة الأخرى مواطنًا لها.
- 3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجر و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المؤددة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

المادة العشرون

الطلبة والمتربون

- 1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متربن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتلقاها لأجل تنظيم مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- فيما يخص المنح و المرتبات برسم عمل مأجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المتربن المشار إليه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تكوينه، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية الممنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

المادة الواحدة والعشرون

الأساتذة والباحثون

- 1- إذا قام أي شخص ذاتي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو العلمي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيماً أو كان مباشرةً قبل هذه الزيارة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متأتياً من مصادر خارج تلك الدولة.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه و ممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدتين أو من طرف فروعهما السياسية أو سلطاتها المحلية و التي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات والإيرادات العمرية

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة التي تتأتى منها.

2- إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة

الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
ب) غير أن هذه الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة الأخرى و كان الشخص ذاتي مقيماً بتلك الدولة و:

- (ا) مواطناً لتلك الدولة؛ أو
- (اا) لم يصبح مقيماً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

المادة الخامسة عشرة**المهن غير المستقلة**

- 1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور و الرواتب و المرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا :
- أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
 - ب) وكانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
 - ج) وكانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكونها المشغل في الدولة الأخرى.
- 3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستقلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

المادة السادسة عشرة**مكافآت المديرين**

إن مكافآت المديرين و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة**الفنانون والرياضيون**

- 1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأس المال شركة تكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

5- إن الأرباح التي يستمدها مقيم بدولة متعاقدة من التصرف في أسهم غير تلك المذكورة في الفقرة 4 و التي تمثل مساهمة لا تقل عن 30 في المائة في رأس مال شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أن تخضع للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

6- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة

المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة. غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته، و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل النسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها (183) يوما خلال أي فترة إثنى عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى.

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، و كذا الأنشطة المستقلة للأطباء و المحامين و المهندسين و المهندسين المعماريين و أطباء الأسنان و المحاسبين.

المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة ؛ ب) أو بأنشطة الأعمال التجارية المشار إليها في (ج) من الفقرة الأولى من المادة 7 .
وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بترك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الالتزام بأداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الاستعمال أو الحق أو المعلومات التي تنبع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة متاحة لمقيم بدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموعة المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن أرباح مقاولة دولة متعاقدة، تعمل في النقل الدولي بواسطة السفن أو الطائرات، و الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستعملة في النقل الدولي أو الأموال المنقوله المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الآخر . و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى .

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) في المائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات النماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المضغوطة، أو الأقراص وأقراص الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحي أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة)، و كذا المساعدة التقنية و تقديم الخدمات غير تلك المشار إليها في المادتين 14 و 15 من هذه الاتفاقية.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا (أ) بهذه

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمودعة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) في المائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة و التي تتحملها و تؤديها حكومتها أو بنكها المركزي للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تغْفَى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن السندات الحكومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيناً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطة فعلياً بـ (أ) المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة أو (ب) أنشطة الأعمال التجارية المشار إليها في (ج) من الفقرة الأولى من المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقين بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تزدی منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع وحصص السناجم وحصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون وكذا المداخيل الأخرى الناشئة عن حصص مساهمة أخرى و الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها نفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقا للفقرة 1 من المادة 7 يمكن أن تخضع لضريبة محجوزة في المتبع في تلك الدولة الأخرى، وفقا لتشريعها الضريبي، عندما يتم تحويل الأرباح إلى المقر المركزي، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز خمسة (5) في المائة من مبلغ هذه الأرباح بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط ، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة – و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك- أرباحاً تم بسببيها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تؤخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار ، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضى، إثر إجراءات نتجل عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات أو أي جزاءات أخرى فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم أو التغاضي المعتمد.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز خمسة (5) في المائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة وحسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة ل المؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

6- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية والجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

المادة التاسعة

المقاولات الشريكية

1- عندما :

أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رسمان مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

المادة السابعة

أرباح المقاولات

- 1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينبع منها إلى:
- أ) المؤسسة المستقرة؛
 - ب) أو المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛
 - ج) أو أنشطة الأعمال التجارية الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.
- 2- مع مراعاة مقتنيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسـب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجيئها لو كانت مقاولة مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.
- 3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريـف العامة للإدارة التي يتم بذلـها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لا يسمح بأي خصم عن المبالغ المدـدة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المتصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة و كانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاولة و الوكيل في علاقتها التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيدة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيدة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

الفصل الثالث

فرض الضريبة على الدخل

المادة السادسة

المداخيل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات، وتشمل العبارة في جميع الحالات توابع هذه الممتلكات العقارية و الماشية و التجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و الغابات، و الحقوق التي تتطبق عليها مقتضيات القانون المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعdenية و المنابع و الموارد الطبيعية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و المراكب و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأرضي، و كما عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

- أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاولة؛
 ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض؛
 ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛
 د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاولة؛
 هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أي نشاط آخر ذي طابع تحضيري أو مساعد للمقاولة؛
 و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تتحفظ مجموع أنشطة مكان العمل الثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو مساعد.

- 5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، و على هذا الأساس:
 1. يبرم العقود بصفة اعتيادية أو يقوم بصفة اعتيادية بالدور الرئيسي المفضلي إلى إبرام العقود باسم المقاولة؛ أو
 2. يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع ويقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة لحساب المقاولة،

فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في هذه الدولة فيما يتعلق بجميع الأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة.

- 6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باشتاء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

- 7- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء

- ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز المصالح الحيوية لهذا الشخص، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيناً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة احتيالية؛
ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة احتيالية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أيٍ منها، يعتبر مقيناً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛
د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلاً من الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍ منها، تنصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الذاتي مقيناً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيناً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- أ) مقر الإدارة؛
ب) الفرع؛
ج) المكتب؛
د) المصنع؛
هـ) المشغل؛
و) المنجم، بـر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف و استخراج الموارد الطبيعية؛
ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛
ح) و المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع آخر.

3- تعتبر عبارة "مؤسسة مستقرة" شاملة لورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع لأكثر من ستة أشهر؛

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاولة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ط) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(أ) فيما يخص المغرب : وزير الاقتصاد و المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

(أ) فيما يخص البنين : الوزير المكلف بالاقتصاد و المالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛

ي) يعني لفظ "مواطن":

(أ) أي شخص ذاتي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(أ) أي شخص اعتباري أو شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- لتطبيق هذه الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، و يرجح المعنى المنووح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقا لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة وكذا على جميع فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص ذاتي تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطبع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بعضها البعض على التعديلات الهمامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

الفصل الثاني

تعريف

المادة الثالثة

تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص البنين أو المغرب؛

ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

(أ) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛

(إ) و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية

(الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية

و لايته طبقاً لتشريعه الداخلي و لاتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار، و ذلك بهدف

استكشاف و استغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق؛

ج) يعني لفظ "البنين" جمهورية البنين وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "البنين":

(أ) تراب جمهورية البنين ، البحر الإقليمي؛

(إ) و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية

(الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس البنين عليها حقوقه السيادية

طبقاً لتشريعه الداخلي و لقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال الموارد

الطبيعية لهذه المناطق؛

د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة البنينية؛

هـ) يشمل لفظ "شخص" الشخص الذاتي و الشركة و شركة الأشخاص و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

و) يعني لفظ "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعتبر شخصاً اعتبارياً لأغراض فرض الضريبة؛

ز) تعني عبارتا "مقنولة دولة متعاقدة" و "مقنولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقنولة يستغلها

مقيم بدولة متعاقدة و مقنولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

**اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية البنين
لتتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب
على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية البنين
رغبة منها في تنمية وتعزيز علاقاتهما الاقتصادية وتوطيد تعاونهما في ميدان الضرائب،

رغبة منها في إبرام اتفاقية لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل، دون خلق فرص لعدم الخضوع للضريبة أو تخفيض الضريبة من خلال التهرب أو الغش الضريبيين (بما في ذلك إجراءات التربح الضريبي الهادفة إلى الحصول على الامتيازات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية، بطريقة غير مباشرة لمصلحة مقيم في دولة ثالثة)،

اتفقنا على ما يلي:

**الفصل الأول
نطاق تطبيق الاتفاقية**

**المادة الأولى
الأشخاص المعنيون**

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

**المادة الثانية
الضرائب المعنية**

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله أو العقارية، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب والتعويضات من أي نوع المؤداة من قبل مقاولات، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص المملكة المغربية:

(I) الضريبة على الدخل؛

(II) الضريبة على الشركات؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

(ب) وفيما يخص جمهورية البنين:

(I) الضريبة على الشركات؛

(II) الضريبة على دخل الأشخاص الذاتيين؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة البنينية).

ظهير شريف رقم 1.20.43 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية الموقعة بمراكش في 25 مارس 2019 بين المملكة المغربية وجمهورية البنين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بمراكش في 25 مارس 2019 بين المملكة المغربية وجمهورية البنين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل ؛

وعلى القانون رقم 34.19 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة وال الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.15 بتاريخ 11 من رجب 1441 (6 مارس 2020) ؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بكوتونو في 28 نوفمبر 2022.

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بمراكش في 25 مارس 2019 بين المملكة المغربية وجمهورية البنين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*
* *

المملكة المغربية

لِلْبَرِّ وَالْبَحْرِ

نُشُرَةُ الْإِتِّفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريفة الاشتراك			بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب			
		سنة	ستة أشهر		
فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	نشرة العامة نشرة الترجمة الرسمية نشرة الاتفاقيات الدولية نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري	

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

• اتفاقية التعاون في مجال النقل البحري.

ظهير شريف رقم 1.24.25 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية التعاون في مجال النقل البحري، الموقعة بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.....

اتفاق إطار التعاون في ميدان الصيد البحري وتربية الأحياء المائية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أنغولا.

ظهير شريف رقم 1.24.26 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الإطار للتعاون في ميدان الصيد البحري وتربية الأحياء المائية، الموقع بالرباط في 10 يوليو 2003 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية أنغولا.....

فهرست

اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية البنين لتجنب الإزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل.

ظهير شريف رقم 1.20.43 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية الموقعة بمراكش في 25 مارس 2019 بين المملكة المغربية وجمهورية البنين لتجنب الإزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ووضع قواعد التعاون المتبادل.....

المملكة المغربية والمملكة العربية السعودية :

اتفاقية تنظيم عمليات النقل البري على الطرق للركاب والبضائع. ظهير شريف رقم 1.24.24 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية لتنظيم عمليات النقل البري على الطرق للركاب والبضائع، الموقع بالرباط في 2 نوفمبر 2001 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.....